

Mesures pour une Suisse sûre

Berne, le 17 mai 2010

Communiqué

Mesures pour une Suisse sûre

Conférence de presse du PLR en matière de sécurité des citoyens

La Suisse est l'un des pays les plus sûrs d'Europe. Cependant, l'augmentation de la criminalité demeure une grande incertitude pour la population. La politique doit y faire face. Le maintien de la sécurité et la lutte contre la criminalité sont dès lors des tâches essentielles pour un Etat libéral. Chaque citoyen doit pouvoir se déplacer sans crainte n'importe où et n'importe quand en Suisse. La sécurité dans la vie quotidienne ne doit pas être compensée par une diminution exagérée de la liberté. La criminalité est un phénomène complexe. Seule une approche globale peut mener au succès. Quatre conseillères d'Etat et une conseillère nationale du PLR. Les Libéraux-Radicaux ont présenté lors d'une conférence de presse, des mesures pour une Suisse sûre. Le PLR exige, entre autres, un renforcement du droit pénal des mineurs, l'instauration de vidéosurveillance à certains points critiques et des réponses aux problèmes d'application dans le domaine de l'asile.

Les points principaux sont :

Droit pénal

- Révision du Code pénal : les réformes risquent d'être bloquées à mi-chemin - le PLR veut accélérer le rythme. Il est important que l'emprisonnement soit rapide lorsque des délinquants en liberté conditionnelle violent leur probation. C'est uniquement par des mesures sévères que la justice sera prise au sérieux. Nous exigeons que la surveillance par bracelet électronique soit reconnue comme une mesure adéquate et soit régie par le droit fédéral.

Violence des jeunes / Vandalisme

- Intervention forte de la police lors de manifestation : efficacité de l'intervention, peines en adéquation avec la gravité des actes des vandales et obligation d'être identifiable.
- La vidéosurveillance ciblée doit jouer contre la violence. Les cantons doivent pouvoir installer des caméras à certains points critiques sans devoir passer au travers d'une bureaucratie trop importante.
- Meilleure protection des jeunes contre l'alcool : interdiction de la transmission d'alcool, contrôle strict et paiement en cas d'utilisation de cellule de dégrisement.

Criminalité des étrangers

- Les problèmes d'application dans le domaine de l'asile doivent aussi être traités. Nous exigeons que les demandeurs d'asile ayant reçu une décision de non-entrée en matière puissent être expulsés rapidement, en particulier ceux des zones incluses dans Schengen.
- Loi-cadre pour une politique d'intégration : Le PLR se bat depuis longtemps pour une loi-cadre (init. Parl. [09.505](#)) : qui harmonise les pratiques des cantons, qui fixe de hautes exigences envers les immigrés et qui accentue le soutien de la Confédération.

Hooliganisme

- Les clubs et la police doivent employer toutes les ressources pour identifier les personnes contrevenant aux règles

Mesures pour une Suisse sûre

des stades. L'échange d'informations entre les autorités et les clubs doit être amélioré. Les clubs doivent prendre leurs responsabilités et participer aux frais de sécurité.

Engagement subsidiaire de l'armée

- Les polices cantonales et l'armée sont des partenaires et doivent être harmonisés en tant que tels.

Papier « Pour une Suisse sûre » et d'autres documents de la conférence de presse sur : [Conférences de presse](#)

Contacts:

› Jacqueline de Quattro, conseillère d'Etat, Présidente de la task force sécurité du PRDS / VD, 021 316 45 00

› Isabel Rochat, conseillère d'Etat / GE, 022 327 28 42 ou 022 327 25 01

› Karin Keller-Sutter, conseillère d'Etat / SG, 071 229 36 00

› Sabine Pegoraro, conseillère d'Etat / BL, 061 925 57 01

› Corina Eichenberger, conseillère nationale/ AG, 079 330 40 49

› Noé Blancpain, Chef de la communication, 078 748 61 63

› Jacqueline de Quattro, conseillère d'Etat, Présidente de la task force sécurité du PRDS / VD, 021 316 45 00

› Karin Keller-Sutter, conseillère d'Etat / SG, 071 229 36 00

› Sabine Pegoraro, conseillère d'Etat / BL, 061 925 57 01

› Corina Eichenberger, conseillère nationale/ AG, 079 330 40 49

› Isabel Rochat, conseillère d'Etat / GE, 022 327 28 42 ou 022 327 25 01

Noé Blancpain, Chef de la communication, 078 748 61 63